

# Le Libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE  
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Férandel 586-65 Paris

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à **FÉRENDEL**

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE:	POUR L'ÉTRANGER:
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent inslaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à **André COLOMER**

## Allons, les Copains, voulez-vous votre quotidien ?

Le Congrès anarchiste avait précisé qu'il fallait réunir 150.000 francs avant le 15 octobre pour lancer le *Libertaire* quotidien le 1<sup>er</sup> novembre.

Nous pensions que sur 2.500 abonnés à l'hebdomadaire, il y aurait bien 1.500 anarchistes décidés à tous les sacrifices afin de jeter cent francs dans une caisse commune dont les fonds seraient exclusivement consacrés à la fondation d'un quotidien anarchiste.

Jusqu'à ce jour notre souscription atteint la somme de 55.000 francs. Plus du tiers de la somme prévue. Mais cela ne représente que l'appoint de 550 camarades. C'est pas suffisant en plus d'un mois d'appels pressants.

Voici donc la réalité : Nous ne pourrions pas paraître le 1<sup>er</sup> novembre, car nous n'aurons, certainement, pas réuni pour le 15 octobre les 150.000 francs indispensables. Et cependant, tout nous faisait désirer la parution de notre quotidien à cette date.

Le procès de Germaine Berton qui est annoncé pour le 27 novembre ; le Congrès syndical de Bourges qui aura lieu dans la première quinzaine de ce même mois ; la campagne pour l'annuité ; l'approche des élections législatives qui nécessitent de notre part une vigoureuse campagne antiparlementaire.

Mais nous devons nous incliner devant les faits. Il n'y a à ce jour que 55.000 francs dans la caisse du quotidien. Et nous ne pouvons pas partir avant d'avoir atteint les 150.000 francs **TRE QUOTIDIEN ?**

Si oui, hâtez-vous de faire l'impossible. Vous êtes 2.500 abonnés et seulement 550 ont répondu.

Qu'attendent les autres ? Nous voici donc contraints de reculer jusqu'au 1<sup>er</sup> JANVIER la date extrême de notre souscription.

JUSQU'AU 1<sup>er</sup> JANVIER nous recevrons la participation des anarchistes à la création de leur quotidien.

Mais si, AU 1<sup>er</sup> JANVIER, nous n'avons pas réuni les 150.000 francs, nous ne pourrions pas continuer plus longtemps à retenir inutilement l'argent des bons camarades ; nous ne pourrions pas compromettre la vie de l'hebdomadaire dans l'espoir lointain d'un quotidien.

Si au 1<sup>er</sup> janvier les 150.000 francs ne sont pas réalisés, nous dirons que les anarchistes n'ont pas voulu leur quotidien, qu'ils sont incapables encore de trouver l'arme indispensable à une bataille vraiment moderne et, renonçant au projet, nous tiendrons les sommes versées à la disposition des souscripteurs.

Mais nous sommes persuadés que les copains se ressaisiront, que les travailleurs comprendront la nécessité d'opposer un journal de vérité et de liberté à la presse de mensonge et d'autorité. Nous sommes certains qu'après cet appel décisif les souscriptions vont affluer si nombreuses que, dès le 1<sup>er</sup> janvier, Germaine Berton, nous pourrions paraître chaque jour.

Allons, camarades, un bon coup de **LIBERTAIRE** quotidien.

## DEUX TÊTES DE BOURREAUX



Primo de Rivera

L'Alphonse d'Espagne

## Dans l'Angoisse...

Quand ce journal sera entre les mains de nos amis, il est probable que les huit camarades d'Espagne seront fixés sur leur sort. Les nouvelles qui nous arrivent de ce pays sont si rares qu'il ne nous est guère possible de serrer de près — et en temps utile — le procès de ces **HUIT INNOCENTS**.

Nous en sommes réduits — c'est lamentable — à nous baser sur ce que nous savons, à donner, une physionomie assez exacte des événements qui se déroulent à Madrid, dans la petite salle de la prison modèle. Notre bonne volonté est évidente, mais nos moyens d'investigation sont plus que dérisoires.

Ce que nous savons — ce sont les grands quotidiens qui nous l'ont appris — c'est que le verdict est imminent.

Peut-être qu'à l'heure où j'écris ces lignes — mercredi midi — est-il déjà rendu !

**SEPT HEURES DU SOIR** ! Rien, toujours rien, aucune nouvelle ne nous est parvenue. Un fait est certain : c'est que la peine de mort a été demandée contre Maten et Nicolau.

Les juges espagnols oseront-ils envoyer à la mort **DEUX INNOCENTS** ? Oseront-ils condamner à des années de travaux forcés leurs six « complices » **INNOCENTS** eux aussi ?

Nul ne peut se prononcer. Attendons. Il est utile, toutefois, de redire, une fois encore, pourquoi les dirigeants espagnols s'acharnent ainsi sur des **INNOCENTS**.

Nos huit camarades sont des **ADVERSAIRES DU RÉGIME CAPITALISTE** : cela suffit pour les jeter en prison ; cela suffit pour les y maintenir pendant plus de deux ans ; cela suffit pour les accuser d'un acte **QU'ils n'ont pas commis** ou fait commettre.

**ADVERSAIRES DU RÉGIME CAPITALISTE**, n'est-ce pas suffisant pour faire pencher le plateau de la balance, non en faveur de la justice, mais au contraire, au profit de l'iniquité ?

Parce que tous furent des êtres sensibles, bons, probes, désintéressés, humains, en un mot, on veut envoyer les uns à la mort et faire souffrir les autres au bagne pendant des années !

N'y a-t-il pas lieu de s'indigner, en face de la préparation d'un tel crime ?

Il furent d'ardents apôtres de la libération des humbles, ils furent de grands enthousiastes, ayant tout sacrifié pour que l'humanité s'affranchisse des forces mauvaises qui régissent les sociétés dites civilisées, les agglomérations « bien policées ».

Et dans la lutte qu'ils soutinrent contre le patronat oppresseur, dans la bataille qu'ils livrèrent contre toutes les puissances qui meurtrissent l'individu, ils ont été terrassés.

Dans l'ombre, « l'ennemi » veillait, épiant sans répit leurs moindres gestes, attendant la moindre occasion pour les perdre et se débarrasser à jamais de ces « empêcheurs de profiter en rond ».

Le meurtre du président Dato fut un prétexte pour arrêter nos huit camarades **TOUTS INNOCENTS**.

Le responsable de la mort inattendue de l'ancien président du Conseil, Casanella, se réfugia en Russie pour échapper aux représailles de la justice espagnole.

Jouissant d'une sécurité complète au pays des Soviets, le meurtrier de l'ancien président se dénonça comme étant l'auteur de la suppression de M. Dato.

Mais la police espagnole ne voulait pas d'actifs militants, des hommes courageux, décidés, indomptables, des propagandistes ardents dont l'action passée avait été féconde et qui promettaient pour l'avenir.

Il eût été vraiment maladroit de la part des dirigeants espagnols de remettre ces perturbateurs en liberté.

**JEUDI MATIN, 8 HEURES** : Un coup d'œil rapide sur les journaux du jour : le verdict, s'il est rendu, n'est pas encore connu en France.

Quelques détails, seulement, sur la dernière audience du procès, qui fut particulièrement scandaleuse. Qu'on en juge par cette information de dernière heure que nous donne le « Quotidien » :

Une correspondance de Madrid annonce que, dans le procès des meurtriers présumés du premier ministre Dato, l'attitude des magistrats a été véritablement scandaleuse : les juges s'entretenaient pendant la plaidoirie de M. Balanero, avocat de Nicolau, tandis que le fiscal (procureur du ministère public) bâillait ironiquement la mesure sous la table. Lorsque le défenseur eut terminé sa plaidoirie, le magistrat cracha à terre en disant tout haut : « Quelle naïveté ! »

Les dépositions des témoins à charge ont été réellement inévitables. Ainsi, le laquais de M. Dato qui, assis sur le siège au côté du chauffeur, se retourna au premier coup de feu, ne reconnait aucun des accusés. Le même, un automobiliste qui poursuivait la motocyette de si près qu'il entendait un des meurtriers lui crier : « Ne nous suis pas où je te tue ! »

Un général qui déclare avoir été témoin de l'attentat, déclare que les assassins, au nombre de trois, montaient une motocyette rouge, de marque « Indian » et le side-car. Or la motocyette présentée comme ayant été celle de Maten et de Nicolau est grise et d'une marque différente.

La faiblesse des témoignages à charge était telle que les avocats ont jugé inutile de faire appeler les témoins à décharge. Et ils ont rappelé les paroles prononcées par le fiscal lui-même : « Pour quelques-uns des accusés, il n'y a pas de preuves suffisantes ».

**DERNIÈRE MINUTE**. — Nous apprenons que le verdict ne sera rendu public que vendredi, c'est-à-dire le jour même où notre « Libertaire » paraîtra.

Nous sommes persuadés que dès l'instant où la sentence sera rendue officielle, le « Comité de Défense Sociale », d'accord avec les organisations ouvrières, prendra toutes les mesures nécessaires pour que, rapidement, elle soit connue de tous les prolétaires.

Le « Comité de Défense Sociale », nous en sommes certains, sera, comme il l'a toujours été, à la hauteur de sa tâche.

Luclen LEAUTÉ.

## Le Congrès International Anarchiste

Malgré arrestations et expulsions, l'Union Anarchiste Universelle est fondée

Le Congrès international anarchiste était fixé aux 8 et 9 octobre. La police du gouvernement républicain fit tout pour empêcher la tenue. C'est ainsi que notre bon camarade Berton, rédacteur du *Reveil* de Genève, fut arrêté dès sa descente du train. Nos camarades Björklund et Manus, traités comme des malfaiteurs, furent, eux aussi, expulsés dans des conditions vraiment révoltantes.

Voici ce que nous en écrit Björklund lui-même :

Comme tu as déjà appris par les journaux, moi et le camarade Svensson-Malus venons d'être expulsés. Vendredi, de bon heure le matin, je fus arrêté par six agents et conduit à la Cité, où me rejoignit quelques heures plus tard le camarade Manus. Maintenant, nous sommes tous les deux à Bruxelles pour, dans quelques heures, continuer notre voyage en Suède.

Sur le traitement au Dépôt, je ne veux dire que ceci : j'ai été emprisonné en Autriche, en Allemagne et en Suède, mais jamais je n'ai connu un séjour plus dégradant que dans la prison française ! C'est une honte et une barbarie de traiter des prisonniers politiques de cette façon !

Björklund avait tous ses papiers et son passeport en règle. Quant à Manus, il habitait la France. On ne lui a même pas permis d'aller rassurer et embrasser sa fille, âgée de quatorze ans. Il fut arrêté et expulsé avec une brutalité sans nom.

Cependant, dès la nouvelle des arrestations, les autres délégués prirent leurs précautions, et, déjouant les ruses de la police, ils réussirent à tenir le congrès dans les environs de Paris.

Un compte rendu détaillé du Congrès international anarchiste de Paris sera fourni ultérieurement. Voici déjà deux résolutions qui ont été adoptées et communiquées à la presse :

Les délégués de plusieurs Unions anarchistes nationales, réunis en congrès international, le 8 octobre 1923, à Paris, protestent contre les arrestations et expulsions des camarades Berton, délégué suisse ; Björklund, délégué suédois ; et Manus, délégué norvégien, venus en France légalement munis de passeports réguliers, confiant dans l'hospitalité d'un pays qui se prétend républicain.

Ils considèrent cette façon brutale de procéder comme un indice de l'influence fasciste sur le gouvernement français, lequel emploie les mêmes méthodes que les dictatures réactionnaires des autres pays.

Devant les difficultés rencontrées en France, régime bourgeois, pour assurer que la sécurité indispensable pour pouvoir débiter sur les problèmes internationaux, et devant l'assurance des organes du Parti communiste qui affirment que pareils faits ne se produiraient pas sous le régime de la dictature prolétarienne, les délégués au Congrès anarchiste international de Paris demandent à l'I. S. R. et aux Partis communistes de tous les pays s'ils ont la possibilité de faire assurer par le gouvernement des Soviets la tenue régulière et en

toute sécurité d'un prochain congrès international anarchiste en Russie, auquel ne devraient pas manquer de participer librement nos camarades anarchistes et anarcho-syndicalistes expulsés de Russie ou emprisonnés par le gouvernement bolcheviste en raison de leurs idées et de leur activité libertaires.

Enfin, la besogne la plus importante du Congrès fut la fondation d'une Union anarchiste universelle, dont le secrétariat sera désigné après consultation de toutes les Unions anarchistes, par l'intermédiaire d'un bureau provisoire de trois camarades.

## A la "VIE OUVRIÈRE" et à quelques autres journaux

Depuis quelques semaines les organes bolchevistes reprennent contre les anarchistes les insinuations, les calomnies d'il y a trois ans. A cette époque, nous étions vite fait à nous faire respecter ; quelques corrections bien administrées, et ces messieurs les rédacteurs se tinrent tranquilles.

Eh bien, s'il le faut, nous sommes prêts à employer les mêmes méthodes pour réprimer les mêmes procédés.

Voilà les journaux moscouitaires, la Vie Ouvrière entre autres, prévenus une dernière fois.

Lorsque nous mériterons les critiques de ces feuilles — ça nous arrive parfois — nous nous efforcerons de profiter de la leçon qui nous sera faite ; mais lorsque contre nous la calomnie sera déversée, nous rentrerons dans la gorge des responsables, les ordures par lesquelles ils tenteraient de nous salir.

A la veille du Congrès de Bourges — d'où une autre scission syndicale peut sortir par la faute des suborneurs du syndicalisme — nous nous en voudrions d'augmenter la déjà grande animosité qui règne entre militants des diverses tendances ; mais, non plus, nous ne voulons nous voir traiter dans la boue par la petite bande qui se reconnaît aisément.

Quelle prenne donc bonne note (la petite bande) de cet avertissement. Nous cognerons fort, et ce n'est pas la crainte de recevoir nous-mêmes quelques horions qui nous retiendra.

## MENTEURS

Un stupide mensonge provoquait deux échos de la Vie Ouvrière, la semaine dernière : j'aurais banqueté, récemment, y disait-on, en compagnie de l'abbé Viollet, de Frössard, du général Sarraïl et autres gens d'autorité. J'ai porté une rectification à la V. O. Un employé m'a affirmé qu'il « n'y avait pas de rectification pour les anarchistes ». Nous le verrons bien.

A. O.

## "Le Libertaire" à 25 centimes

A partir du prochain numéro, LE LIBERTAIRE se vendra, dans les kiosques et librairies à 25 centimes l'exemplaire.

Le prix des abonnements n'est pas augmenté. **ABONNEZ-VOUS AU "LIBERTAIRE"**

## EN ALLEMAGNE

## La "Révolution" des politiciens

La situation du prolétariat en Allemagne est tragique. Les travailleurs de la-bas, comme ceux d'ici, paient tous les frais de la guerre du Droit, de la Justice et de la civilisation. Mais pour les ouvriers allemands la rançon de quatre ans d'inconscience criminelle est plus lourde encore que pour leurs frères de France. C'est la famine qui veille aux portes des faubourgs. Une situation politique inextricable ne permet à aucun gouvernement d'assouvir la faim de ce peuple. Il ne resterait donc qu'une ressource aux producteurs : celle de rompre tous les pactes de l'Etat, de briser toutes les conventions diplomatiques et de s'emparer des moyens de production afin d'organiser librement la consommation.

Jamais aucun pays ne s'est trouvé dans des conditions économiques aussi susceptibles de provoquer l'insurrection populaire et de permettre à une révolution prolétarienne de trouver l'impulsion de son mouvement.

Hélas ! le prolétariat d'Allemagne est traditionnellement rongé par l'esprit de politique. Les professionnels de l'organisation d'Etat se sont incrustés si profondément au sein de la classe ouvrière qu'il est bien difficile à celle-ci de rester maîtresse de son destin. Jouet des vagues d'ambition et d'intérêts politiques le syndicalisme germanique peut servir la pseudo-Révolution des socialistes ou des communistes de gouvernement comme il le sert — hélas ! — en 1914 la Défense Nationale.

Nous avions déjà compris tout cela quand nous refusions en août dernier d'adhérer au Comité d'Action pour prendre position dans les événements d'Allemagne.

C'est ainsi que nous disions :

Les anarchistes, s'ils sont décidés à tout donner dans l'action révolutionnaire, c'est pour le seul but qui doit être en même temps celui d'une véritable confédération générale du travail : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Or, si nous en croyons le secrétaire du Parti communiste de France, dans son article de l'Humanité du 13 août : « Le Parti communiste allemand entraîne son prolétariat et les classes moyennes à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan ».

Les anarchistes ne peuvent assigner à leur action une pareille fin, essentiellement contradictoire avec tous les principes libertaires.

Hélas ! les événements ne nous donnent que trop raison. Textes et faits confirment toutes nos appréhensions. Pis encore... Nous les voyons dépasser toutes nos craintes.

Quand nous nous refusions à collaborer avec le Parti Communiste et avec sa filiale « syndicale » de la rue Grange-aux-Belles c'est que nous connaissions bien la volonté officielle du Parti Communiste. A travers grèves et insurrections un seul but comptait : la prise du pouvoir politique, la constitution d'un gouvernement bolcheviste.

Anarchistes, nous ne pouvions collaborer à une action qui avait pour fin la négation même de notre propre raison d'être. Communiste ou républicain, royaliste ou socialiste, l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire le destructeur de l'individualité humaine, l'opprimeur de toute conscience personnelle. l'ennemi du producteur, le protecteur des parasites, le nid de toute autorité.

La Révolution, pour les anarchistes, ne peut se manifester que par la désagrégation de l'Etat.

Cependant nous ne prévoyions encore à ce moment-là, dans les buts « révolutionnaires » des communistes que l'institution d'un gouvernement bolcheviste, sur les ruines de l'Etat bourgeois. Aujourd'hui il ne s'agit plus de cela. Le masque tombe, à la lueur des « grands événements » d'Allemagne. Et le Parti Communiste nous apparaît dans sa pitoyable réalité : un parti politique comme les autres, avide de conquérir le pouvoir par tous les moyens, dût-il pour cela nier et renier l'essentiel même de sa doctrine : un parti politique prêt à bondir sur sa part du gâteau gouvernemental, dès que n'importe quelle circonstance peut le lui permettre ; un parti politique — c'est-à-dire un parti de collaboration de classes, car pour gouverner il est impossible d'être complètement avec les travailleurs. Qui gouverne, commande. Qui gouverne, transige. Qui gouverne n'a plus d'idéal.

Voici les faits et déclarations qui viennent à l'appui de notre jugement. Ils sont plus sévères en eux-mêmes que n'importe quel commentaire.

De par sa constitution l'Allemagne possède, en outre de son pouvoir central, des gouvernements provinciaux, vestiges des anciens Etats qui se sont unis pour former l'Empire allemand. Or, tandis qu'en Bavière, von Kahr impose sa dictature, en Saxe et en Thuringe un gouvernement républicain s'établit qui ne renie pas la constitution centrale de l'actuel gouvernement allemand, qui n'entre pas en rébellion ouverte contre l'Etat de Stresemann et de Stinnes. Et quels sont les collaborateurs de cette autorité ? Les communistes. Ont les communistes qui ont accepté d'entrer en minorité et SANS CONDITIONS dans la combinaison gouvernementale des social-démocrates.

Ecoutez plutôt l'aveu sur les lèvres mêmes de l'organe central du Parti Communiste Français. Voici donc ce que nous dit l'Humanité du 9 octobre :

« Les groupements bourgeois ont refusé de former un gouvernement avec ceux-ci pour se dresser contre les fascistes. Les communistes ont accepté de collaborer avec les social-démocrates au sein d'un gouvernement, en abandonnant leur programme radical. »

Ainsi les communistes acceptent de défendre la république bourgeoise contre le fascisme. Ainsi ils se font complices, en le faisant appliquer, de l'état de siège décrété par Stresemann dans toute l'Allemagne, y compris la Saxe et la Thuringe dont ils sont, eux gouvernants secondaires, comme les préfets d'Etat, de cet état de siège qui est, dit l'Humanité, dirigé contre la classe ouvrière.

« Cachin s'en vante : « Communistes et socialistes se sont entendus pour gouverner et pour agir ».

Ils se sont entendus ? Et sur quels principes ? Est-ce sur l'idée et la réalisation d'un prolétariat maître de ses destinées ? Allons donc ! Voyez :

« Le Congrès des conseils d'usines de Berlin, organisation interdite en Prusse, est TOLÉRÉE par le gouvernement socialiste communiste de la Thuringe. »

La liberté d'organisation des producteurs n'est donc même pas proclamée, revendiquée, dans cet état qui dirige les communistes. Elle y est tout juste tolérée !

Voilà ce qu'acceptent et ce dont osent se vanter les communistes français. Beau titre de gloire pour des révolutionnaires : l'abdication de tout leur programme afin de partager le pouvoir avec les social-démocrates responsables de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg !

Et ce sont ces mêmes communistes français qui ont refusé de s'allier en France avec les socialistes (S.F.I.O.) et la Ligue des Droits de l'Homme, quand il s'agissait, au lendemain de la mort de Plateau et des saccages de l'Œuvre et de l'Ere nouvelle d'organiser une manifestation commune contre les fascistes ! Aujourd'hui ils acceptent bien d'exercer le pouvoir, en Saxe et en Thuringe, en complicité avec les frères de ces gens-là : des frères plus républicains encore, puisqu'ils portent sur leurs sales pattes le sang des ouvriers de Rhénanie.

Mais pour gouverner leur ne feraient pas des politiciens ! Paris, disait Henri IV, vaut bien une messe. Le gâteau ou une part du gâteau de l'Etat vaut bien, pour le Parti communiste, un affront, un reniement, une trahison, tous les affronts, tous les reniements, toutes les trahisons.

Pour prendre le pouvoir, fut-ce en aussi triste compagnie, les communistes n'hésiteront même pas à entraîner le prolétariat dans la plus louche et la plus périlleuse des aventures. Par un bluff charlatanesque qui se gonfle grâce à la publicité du quotidien l'Humanité, en usant hors de propos du mot Révolution, en dénaturant les faits, en boursant les crânes, le Parti communiste, suivant le mot d'ordre du gouvernement de Moscou, veut lancer les ouvriers de ce pays dans un mouvement d'ordre exclusivement politique.

Avec la C.G.T.U. soumise, par le Comité d'Action et grâce aux manœuvres des Commissions syndicales, aux volontés du Parti communiste, on prétend se servir de la peau des travailleurs pour opérer un changement de ministère en Allemagne d'abord, en France ensuite.

Pour cela, on parle même d'organiser une grève générale. Allons donc ! Nous ne sommes plus aux temps où la Social-démocratie politicienne organisait, en Belgique, des grèves générales pour l'obtention du suffrage universel ! Que ces messieurs fassent leurs élections à coups de discours et d'affiches, et à coups de bulletins de vote, s'ils le











